

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 08/08/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE

Bois de Montauté
58800 Epiry

Références : 240378

Code AIOT : 0005400375

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2024 dans l'établissement GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE implanté Bois de Montauté 58800 Epiry.

La présente inspection a eu lieu dans le cadre du plan pluriannuel d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE
- Bois de Montauté 58800 Epiry
- Code AIOT : 0005400375 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La carrière de Montauté, ouverte en 1945 et autorisée par arrêté préfectoral depuis 1974, s'inscrit dans un projet en association avec le propriétaire foncier qui est un groupement forestier. Le projet de remise en état finale consistera en un plan d'eau forestier et les parties déjà remises en état permettent au groupement forestier de planter diverses espèces de chênes exotiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites des inspections 2022 et 2023

- Eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6		Demande d'action corrective	7 Jours
3	SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION — PLAN	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.4.1		Demande d'action corrective	3 Mois
4	Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.2.1	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	12 Mois
5	Eaux de procédé des installations et bassins de décantation	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.2	/	Demande d'action corrective	3 Mois
8	EAUX USÉES DOMESTIQUES	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.5.	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
11	ACTIONS CORRECTIVES	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.3.1.	/	Demande d'action corrective	3 Mois
13	SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION — PLAN (3)	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.4.1,	/	Demande d'action corrective - Mise en demeure, respect de prescription	2 Mois
14	DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES ET DES DÉCHETS	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.4.2.	/	Demande d'action corrective	12 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis		
6	ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.1,4.	/	
7	EAUX DE NETTOYAGE	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.4.	/	
9	VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 6.2.1.	/	
10	NIVEAUX LIMITES DE BRUIT	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 6.2.2.	/	
12	SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION — PLAN (2)	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.4.1,	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certains points soulevés lors de précédentes inspections n'ont pas été soldés, d'autres ont été soulevés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques - Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 17/08/2022• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- [...]
Constats : <p>L'inspection de 2022 avait mis en évidence que le plan de gestion des déchets ne précisait pas les modalités de contrôle et de surveillance.</p> <p>Ces modalités ont été ajoutées dans la version de septembre 2022. Ce point est soldé.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques chroniques - Registre et suivi
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la visite d'inspection du 17/08/2022 • Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • Date d'échéance qui a été retenue :
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du Code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ; <p>II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.</p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection de 2022 avait constaté que les dossiers d'exploitation des quatre équipements sous pression étaient incomplets.</p> <p>Le jour de la présente inspection, la liste des ESP est composée de 3 équipements. Depuis 2022, un équipement a été mis au chômage et un autre remplacé.</p>

Le dossier d'exploitation du nouvel appareil est apparu complet. En ce qui concerne les autres appareils, des notices qui n'étaient pas présentes au dossier ont été trouvées et présentées à l'inspection au cours de la visite.
L'exploitant dispose des éléments devant constituer le dossier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à disposer d'un dossier complet et constitué.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 Jours

N° 3 : SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION — PLAN

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.4.1
Thème(s) : Autre - /
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 17/08/2022• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,- la bande de protection des 10 m,- les bords de la fouille,- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,- les éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- le positionnement et les hauteurs des fronts,- les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 (cf. chapitre 1.6) des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes d'eau prélevés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau..), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1^{er} février à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>
Constats : <p>Il avait été constaté lors de l'inspection 2022 que l'exploitant ne transmettait pas son plan à jour à l'inspection. Le plan de juillet 2023 a été transmis à l'inspection.Ce point est soldé.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant déclare que les relevés topographiques de 2024 ont été effectués, mais il ne les a pas encore reçus.</p> <p>L'exploitant devra les transmettre à l'inspection dès réception.</p> <p>Le dernier plan à jour est celui de juillet 2023. Ce plan présente une légende incohérente difficile à interpréter, toutes les limites sont en noir sur la légende alors qu'elles présentent différentes couleurs sur le plan. Sur ce plan, il manque</p>

également les surfaces défrichées, décapées et en cours de remise en état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit disposer d'un plan comportant toutes les exigences réglementaires.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois


N° 4 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques - Auto-surveillance des émissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 10/10/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Un réseau approprié de mesures de retombées de poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière.</p> <p>Les capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 4, sont disposés et exploités en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs sont effectuées une fois par an, pendant 6 mois, de mai à octobre.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'inspection de 2023 avait constaté que les mesures de retombées des poussières n'étaient pas faites sur la période continue des 6 mois de mai à octobre.</p> <p>Pour l'année 2024, l'exploitant n'a toujours pas mis en place des mesures continues sur 6 mois de mai à octobre.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit effectuer sa période de mesurage des retombées de poussières de mai à octobre.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 Mois


N° 5 : Eaux de procédé des installations et bassins de décantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.2
Thème(s) : Autre - Recyclage des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de procédé doivent être intégralement recyclées et circulent en circuit fermé.</p> <p>Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site sont interdits. Ces eaux sont collectées séparément et intégralement recyclées. Le circuit de recyclage doit être conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, doit être prévu.</p> <p>Afin de garantir un meilleur taux de recyclage, les eaux de lavage des matériaux transitent dans 4 bassins de décantation étanches comprenant un bassin d'eau claire situés au sud de l'atelier dont les caractéristiques sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• surface totale : 3240 m² ;• cote surface : 358 m NGF ;• cote fond : 354 m NGF. <p>Lorsque les matières en suspension sont décantées, elles sont dirigées vers le bassin d'eau claire où elles sont pompées pour être réintroduites en fabrication.</p> <p>Le taux de recyclage des eaux doit être au minimum de 80 %. Pour s'assurer du respect de ce taux, l'exploitant met en place un dispositif de mesure totalisateur ou équivalent sur la pompe du bassin d'eau claire. Il tient à jour mensuellement (hebdomadairement en période de sécheresse) un registre de la consommation des eaux pompées dans le bassin d'eau claire et des eaux d'appoint (cf. article 4.1.1).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux de process sont recyclées via un circuit fermé. Elles sont acheminées jusqu'à un bassin de décantation afin de pouvoir être réinjectées dans le process. Deux cuves de 6 m³ sont installées afin de récupérer les eaux qui fuient des installations de lavage.</p> <p>L'exploitant dispose de 5 compteurs pas encore installés sur son réseau.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'un taux de recyclage de ces eaux de process de 80 %.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier d'un taux de recyclage de ces eaux de process de 80 %.</p>
<p>Respect de la prescription : </p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 Mois</p>


N° 6 : ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.1,4.
Thème(s) : Risques chroniques - Eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Origine de la ressource : réseau public- Prélèvement moyen annuel : 140 m³. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Pour chaque dispositif, l'exploitant tient à jour un registre des prélèvements d'eau qu'il renseigne mensuellement.
Constats : Les prélèvements d'eau du réseau public sont consignés dans un registre mensuel, présenté à l'inspection. Celui-ci n'appelle pas d'observation, les consommations de 2023 et 2024 (jusqu'en juin) sont respectivement de 108 et 34 m ³ .
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 7 : EAUX DE NETTOYAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.4.
Thème(s) : Risques chroniques - Eau
Prescription contrôlée : Le nettoyage éventuel des engins est réalisé sur une aire étanche reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures.
Constats : Le nettoyage des engins est effectué sur une aire étanche. Les eaux de lavage sont collectées et dirigées vers un débourbeur-déshuileur avant rejet. Le débourbeur-déshuileur a été nettoyé le 19/12/2023.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 8 : EAUX USÉES DOMESTIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.5.
Thème(s) : Risques chroniques - Eau
Prescription contrôlée : Les eaux usées domestiques sont traitées par un dispositif d'assainissement conforme à la réglementation en vigueur et notamment à l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif. À défaut, elles sont dirigées vers une cuve étanche régulièrement vidangée par une entreprise spécialisée et traitées dans une installation dûment autorisée. L'exploitant doit être en mesure de justifier du traitement des eaux usées domestiques. Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit. L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit.
Constats : Les eaux usées domestiques du site sont collectées dans une fosse septique. La dernière vidange de la fosse remonte à 2014. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'une vidange n'aurait pas été nécessaire depuis. Il n'est également pas en mesure de justifier de l'élimination dans une filière appropriée de ces boues.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de la nécessité ou non de vidanger sa fosse septique et le faire le cas échéant. Il doit également justifier de l'évacuation de ces boues dans des filières appropriées.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois


N° 9 : VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 6.2.1.		
Thème(s) : Risques chroniques - Bruit		
Prescription contrôlée :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB (A)
<p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.</p>		
Constats : <p>Les dernières mesures acoustiques ont eu lieu en octobre 2022.</p> <p>Quelques incohérences ne remettant pas en cause la conformité des mesures ont été observées dans le rapport : des émergences indiquées à 0 dB(A) alors que la soustraction avec l'ambiant indique des émergences entre 2 et 4 dB(A) pour une émergence autorisée à 6 dB(A).</p> <p>L'exploitant veillera à la correction de ces incohérences pour les prochaines mesures.</p>		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites :		


N° 10 : NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 6.2.2.		
Thème(s) : Risques chroniques - Bruit		
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		
PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible Points L1 à L4	65 dB(A)	55 dB(A)
Les points L1, L2, L3 et L4 sont définis sur le plan annexé au présent arrêté.		
Constats : Les résultats des mesures de 2022 n'appellent pas d'observation. Les mesures nocturnes n'ont pas lieu car la carrière n'est pas en activité à ces heures là.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites :		


N° 11 : ACTIONS CORRECTIVES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques - Auto-surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 8.2, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.
Constats : Les mesures de retombées de poussières de 2022, non soumises à des seuils réglementaires montrent des valeurs élevées sur les relevés de la jauge 2 avec 693 mg/m ² /jour. L'exploitant indiquait à l'inspection en 2023 qu'il prévoyait d'augmenter l'arrosage des pistes. Cette disposition n'a pas été nécessaire pour l'instant sur l'année 2024.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois


N° 12 : SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION — PLAN (2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.4.1,
Thème(s) : Risques chroniques - Plan
Prescription contrôlée : [...]Les surfaces S1, S2 et S3 (cf. chapitre 1.6) des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.[...]
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir l'annexe avec les surfaces S1, S2 et S3 lors de la présente inspection. Il a été fourni <i>a posteriori</i> par mail du 25/07/2024.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 13 : SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION — PLAN (3)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.4.1,
Thème(s) : Risques chroniques - Plan
Prescription contrôlée : Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes d'eau prélevés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau..), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1 ^{er} février à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de bilan annuel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir un rapport annuel d'exploitation à l'inspection.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 Mois

N° 14 : DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES ET DES DÉCHETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques - GERP
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.
Constats : La déclaration GERP de l'exploitant présente des erreurs de saisie. En particulier, la déclaration indique un total de 0 kT extraites puis un détail des tonnages extraits et expédiés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à faire sa déclaration GERP de manière complète et régulière.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 Mois